



Editorial

« Quelle année, décidément ! »

Lorsque nous avons, avec Marine Le Pen, lancé le Collectif Racine, il y aura un an dans quelques semaines, nous n'envisagions qu'à peine la rapidité des succès que nous rencontrerions. Certes, les premiers ralliements, nombreux, nous parvenaient déjà, laissant pressentir que nous répondions à des attentes et suscitions l'espoir. Nous savions, dès l'origine, que nous ouvrons la voie vers une terre de mission ! Mais nous n'ignorions rien des pesanteurs idéologiques dominant le milieu enseignant : ces référents gaucholibertaires, qui y sont largement partagés hélas, et se sont révélés, depuis plus de trente ans, les parfaits vecteurs de ces réformes d'inspiration libéralo-mondialiste, pour conduire conjointement l'Ecole de la République à la ruine.

Et pourtant, portés par l'engouement croissant que nous suscitions, nous avons commencé à déplacer des montagnes ! Non seulement nous avons troublé le jeu, ô combien fermé, des « acteurs du monde éducatif » – les syndicats, notamment, savent dorénavant qu'ils ont perdu le monopole idéologique qu'ils exerçaient jusque-là ! Mais, plus encore, nous nous sommes imposés par la justesse de nos positions, par leur bon sens qui nous conduit à rassembler toujours plus largement – et très au-delà, de fait, d'un seul mouvement politique –, mais surtout par la hauteur de vue où nous nous situons et qui nous permet de convaincre que, oui, le redressement de l'Ecole et de l'Université exige de la France qu'elle renoue avec les principes républicains et se réapproprie un destin national !

A la rentrée, nous serons sur tous les fronts : celui, notamment, de l'aberrante réforme des rythmes scolaires, laquelle impose une vigilance particulière ; nous combattrons ces idéologies dont l'enseignement dévoie les missions intrinsèques de l'Ecole ; nous défendrons inlassablement les statuts des enseignants qui garantissent leur mission d'instruction, condition d'une Ecole de l'autorité et de la sérénité. Parallèlement, notre implantation locale s'amplifiera : d'ici peu, nos sections départementales couvriront l'ensemble du territoire national, lors même que celles déjà créées commencent à produire, en synergie avec nos groupes de travail nationaux, ces propositions qui permettront le redressement effectif de notre système de formation et d'enseignement.

Le 12 octobre prochain, le Collectif Racine fêtera sa première année d'existence et, au vu des succès déjà remportés, convaincus de surcroît de ceux que l'avenir nous promet, nous poursuivrons sans relâche la tâche que nous avons entreprise, bien décidés à l'inscrire dans l'histoire !

Alain Avello
Secrétaire général du Collectif Racine

HISTOIRE - GEOGRAPHIE

La Fabrique d'un citoyen global

L'inscription dans un héritage et dans un territoire est au cœur de toute construction collective. Chaque peuple a besoin de se donner des références communes qui lui permettent de se projeter dans l'avenir. L'enseignement de l'Histoire-Géographie tel qu'il est conçu aujourd'hui ne remplit pas cette fonction : déconstructiviste, il n'envisage le fait national qu'à travers le prisme du soupçon et celui, consubstantiel, du dénigrement ; cosmopolite, il ne fournit aux élèves aucun des repères fondamentaux leur permettant de se construire en tant que citoyens français. Surtout, devenu de la sorte insipide et insignifiant, il ennuie tout le monde et ne produit, sur les plans intellectuel, identitaire et culturel, que du néant. L'œuvre de redressement national souhaitée par les patriotes implique une refondation de l'enseignement de cette discipline. Cette refondation suppose plusieurs retours : du national, de la chronologie, du récit, du politique. Elle suppose aussi une libération à l'égard des idoles et des mythes qui œuvrent à la fabrique d'un citoyen global, jouisseur et apatride.

Page 3

○ MANIFESTE

Pour le Redressement de
l'Ecole de la République

Page 2

○ HISTOIRE-GEO

La Fabrique d'un citoyen
global

Page 3

○ ACTUALITE

Nos sections en action

Page 4

LETTRE OUVERTE

A Natacha POLONY et à Jean-Paul BRIGHELLI

Page 2

Appel pour le redressement de l'École

Paru dans *Le Figaro*, le 2 mai 2013



L'École de la République est aujourd'hui en grand péril : elle ne remplit plus sa mission la plus essentielle, celle de permettre à chaque enfant de France, selon ses talents et ses mérites, de trouver sa juste place dans la société, en assurant, par la perpétuation de l'excellence française, l'avenir de la Nation. Cette situation est

imputable à près d'un demi-siècle de contre-réformes inspirées par l'idéologie permissive héritée de Mai 1968, par des théories pédagogiques aberrantes, et par les dogmes euromondialistes appliqués aux politiques éducatives. L'urgence est donc de redresser l'École. Tel est le sens du présent appel.

Ce redressement suppose la redéfinition des contenus et pratiques d'enseignement, car l'École doit avant tout instruire. Le primaire doit permettre à tous les enfants de maîtriser les savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter. Ces apprentissages, par nécessité progressifs, exigent l'efficacité de méthodes éprouvées : c'est pourquoi la méthode syllabique doit prévaloir, l'exigence de compréhension ne saurait exclure l'exercice de la mémoire, et l'histoire, tout particulièrement celle de la France, doit être enseignée de façon chrono-logique. Il faut retirer des programmes de l'école élémentaire tous ces ajouts, fruits de la mode ou des obsessions d'un ministre.

Au collège comme au lycée, les cadres disciplinaires doivent être réaffirmés : un terme doit être mis aux pseudo-enseignements « transversaux » qui, sous prétexte d'interdisciplinarité, supplantent les apprentissages fondamentaux. Dans l'enseignement secondaire, le professeur doit enseigner la matière qu'il a étudiée, celle qu'il aime au point d'avoir choisi de la transmettre. Les langues vivantes, mais aussi

anciennes doivent être revalorisées, de même que l'enseignement des sciences, les vocations scientifiques devant être ravivées.

Le redressement de l'École exige par ailleurs que soient repensés la différenciation des filières et les paliers d'orientation. Il faut en finir avec le « collège unique » qui, sous prétexte de démocratisation, s'est traduit dans les faits par le triomphe de la médiocrité. L'orientation précoce, sous la condition d'une réhabilitation véritable des voies technologiques et professionnelles et de la mise en place de « passerelles » permettant, le cas échéant, des réorientations, doit devenir la norme : il en va de la réussite de chacun selon ses capacités. A cet égard, les filières d'apprentissage doivent tout particulièrement être revalorisées.

Mais le redressement de l'École passe aussi par sa sanctuarisation et par la reconnaissance du mérite. La lutte contre la violence scolaire doit constituer un impératif absolu : elle exige que la culture laxiste de l'excuse et de la permissivité cesse d'avoir cours et laisse place à une culture de l'excellence et du dépassement de soi par l'effort. A ce titre, la formation des enseignants doit être profondément repensée : un professeur ne doit pas seulement « gérer des situations », il doit surtout incarner cet impératif d'excellence par les compétences et le savoir qui fondent la légitimité de sa fonction, cela justifiant le cours magistral et la « verticalité de la transmission ». De même importe-t-il que le mérite se trouve symboliquement reconnu : non seulement les notes doivent évidemment être maintenues, mais un système qui favorise l'émulation est souhaitable.

La cause nationale que représente le redressement de l'École exige enfin que l'Etat soit pleinement rétabli dans sa souveraineté et qu'à lui seul revienne, au titre de l'intérêt supérieur de la Nation, de définir les finalités et les modalités d'une réforme en profondeur du système, dans le respect des spécificités de l'enseignement privé sous contrat ou hors contrat. Les orientations des politiques éducatives n'ont plus à être décidées par ces instances supranationales qui ont conduit, pour le pire, au désengagement croissant de l'Etat. Une recentralisation de l'administration de l'Education nationale s'impose au contraire, afin d'éviter la multiplication anarchique d'expériences diverses dont le résultat n'est jamais vraiment contrôlé : seul l'Etat peut redresser le système en garantissant la stricte observation de l'égalité et de l'équité républicaines.

Lettre ouverte à Natacha Polony et à Jean-Paul Brighelli

Madame Polony,

Vous nous consacriez, dans les quelques jours qui suivirent notre conférence nationale de lancement, une chronique vidéo sur le site du Figaro, chronique dont vous reprenez le texte, en version longue, dans votre livre récemment paru : « Ce pays qu'on abat ». Vous y signalez les orientations de notre projet pour l'École, dont vous ne manquez pas de reconnaître le bien fondé, attachée comme vous l'êtes à la République et à ce que son système d'enseignement n'aurait jamais dû cesser d'être. Mais, prenant acte de la rupture programmatique que, rapportées à l'histoire du mouvement politique auquel nous sommes liés, elles vous paraissent constituer, vous achevez en jetant sur notre engagement un soupçon d'« opportunisme »...

Monsieur Brighelli,

Après avoir, vous aussi et logiquement, tant elles rejoignent celles qui sont les vôtres depuis longtemps, reconnu que vous souscriviez pour l'essentiel à nos analyses et positions, vous confiez, dans votre « Tableau noir » daté du 4 juin et publié sur le site du Point, cette « envie » qui, sur fond de « désespoir », vous prendrait parfois de vous tourner vers le « diable » si celui-ci « [vous permettait] de sauver l'École ». Mais, dans cet autre billet du 13 juillet que vous consacrez au livre de Natacha Polony, où vous vous attachez au passage à rassurer quant à votre supposée conversion au « diable », vous croyez devoir suspecter à votre tour la « sincérité » qui nous anime...

M'adressant ici à vous deux, dont les écrits respectifs se font écho, et dont je sais l'amour profond que nous avons en commun pour l'École de la République, à vous deux donc, qui avez parcouru une part du chemin qui nous sépare encore, je vous appellerai d'abord à laisser à ceux qui ne possèdent ni votre clairvoyance politique, ni votre conscience du déclin que connaît notre système scolaire, semblables procès en intégrité et autres facilités démonologiques.

D'abord, le prétendu « opportunisme » de ceux, et j'en fus l'un des premiers, qui choisirent d'assumer pleinement, à visage découvert, cet engagement politique, à la fois pour l'École et pour la France, n'a pas manqué, vous l'imaginez sans peine, de les exposer à bien des tentatives d'intimidation, révélant au passage le terrorisme idéologique régnant dans un milieu professionnel où devrait prévaloir pourtant la plus absolue neutralité. Prenant la mesure des risques et assumant de nous y exposer, ce qui requerrait, vous en conviendrez, un certain courage, c'est la force de nos convictions qui a guidé notre démarche. Cela devrait suffire à convaincre du désintéressement qui lui est inhérent.

Si vous nous concédez, je le pense, au moins ce courage individuel, vous pourriez persister toutefois à nous tenir pour l'instrument d'intérêts partisans. De sorte à déjouer cette autre suspicion, je reviendrai sur un certain nombre de points : le Collectif Racine est une composante à part entière du Rassemblement Bleu Marine ; s'il se trouve que nombre d'entre nous, et c'est notamment mon cas, appartenons aussi au Front National, de fait rassemblons-nous très au-delà – du FN comme du RBM ! Que l'ensemble de nos membres acceptent cependant ces affiliations s'explique simplement par le fait que, ne se résolvant pas à faire le deuil de l'excellence passée qui fut celle notre École républicaine, ils savent, et nous nous rejoignons encore, que son déclin est imputable à plus de trente ans de politiques éducatives, de droite comme de gauche, et aux complicités syndicales dont elles ont bénéficié. Et ils le savent si bien qu'ils sont convaincus que le redressement de l'École n'interviendra qu'à la faveur d'un véritable changement politique qui permettra le redressement national ! Ce pourquoi, bien qu'association professionnelle, l'engagement de notre collectif est intrinsèquement politique, et il l'est en conscience et de pleine adhésion.

Pourraient alors subsister comme ultime justification à la défiance que vous affichez, ces évolutions, voire bifurcations qu'ont connu, il est vrai, les positions sur l'École portées par le mouvement auquel nous nous rattachons. Or, là où vous voudriez voir un retournement de pur « opportunisme », je vous inviterai simplement à considérer les évidences suivantes : les partis politiques évoluent, certains vers le pire, d'autres vers le meilleur ; beaucoup renient leurs positions et engagements passés – le PS et ses affidés ont consciencieusement trahi les classes populaires et les idéaux qu'ils avaient historiquement portés, l'UMP a tout aussi résolument trahi ces principes d'indépendance et de souveraineté nationales qui correspondaient à une « certaine idée de la France »... – ; d'autres au contraire les affirment, ce qui les conduit parfois à des synthèses inattendues. Et c'est, puissiez-vous en prendre acte, le cas du Front National, dont toute l'histoire démontre l'indéfectible attachement à la France et qui, dans le contexte contemporain où le péril vient de la mondialisation sauvage amplifiée par son vecteur européen, est aujourd'hui le seul mouvement politique à la hauteur de cette « idée de la France », qui rassemble bien au-delà de lui-même – par-delà la gauche et la droite – les Français, et qui se singularise par une fidélité sans faille aux principes de la République. De sorte que, oui, seuls le Rassemblement Bleu Marine et le Front National permettront cette refondation républicaine dont l'École a tant besoin : ils sont les seuls à pouvoir sauver l'École !

Madame Polony, Monsieur Brighelli, si j'ai jugé opportun, par le moyen de cette lettre ouverte, de m'adresser conjointement à vous, c'est que je sais pouvoir attendre que ces lignes s'adressant à votre raison autant qu'à vos sentiments pour l'École, vous aideront à parcourir le peu de chemin qui nous sépare encore.

Alain Avello
Secrétaire général

Histoire-géographie : la fabrique d'un citoyen global

Le rejet du « roman national » et le mythe d'une Histoire-Géographie scientifique, constructiviste et émancipatrice

L'enseignement de l'histoire-géographie en France a toujours été pensé corrélativement aux enjeux politiques – les enjeux culturels ou patrimoniaux n'ont jamais été les seuls ni même peut-être les principaux. Sans nous attarder sur le sujet, rappelons que c'est sous la III^e République que les deux disciplines ont acquis une place majeure dans le système éducatif français, tandis qu'elles se structuraient sur le plan universitaire. La géographie comme l'histoire étaient alors résolument mises au service d'un projet que l'on peut qualifier d'approfondissement de la construction nationale. La géographie, notamment d'inspiration vidalienne, avait ainsi comme vocation de présenter des ensembles spatiaux relativement homogènes, cohérents et appropriés, justifiant ainsi l'idée d'un enracinement porteur d'une identité nationale qui s'en trouvait dès lors comme naturalisée – d'où l'idée de "frontières naturelles" ou d'une "harmonie" tout aussi naturelle caractérisant le territoire national. Quant à l'histoire, elle était avant tout l'histoire de la France, vue comme une entité anthropomorphe se réalisant par des étapes successives impulsées par un destin, ou tout du moins la nécessité.

Cette approche a depuis lors été fortement critiquée ; on lui a reproché ainsi son simplisme, son caractère téléologique, sa pauvreté épistémologique, et surtout ses aspects normatif, acritique, mais aussi passionnel, qui le rapprocheraient d'un catéchisme républicain. L'expression de "roman national", plus ou moins péjorative selon les auteurs, a ainsi servi à qualifier l'orientation générale qui présidait à la conception de l'enseignement : l'histoire comme un récit édifiant, appuyé sur une géographie serve, dans lequel les dimensions intellectuelle ou critique étaient atrophiées à l'extrême. Il n'entre pas dans notre propos de commenter ces assertions, mais il est incontestable que la notion de « roman » national possède une certaine pertinence : en attestent le strict respect de la chronologie, l'insistance sur des moments historiques charnières, la mise en avant de personnages emblématiques comme par exemple Jeanne d'Arc (érigée après 1870 en héroïne nationale car lorraine, paysanne, patriote jusqu'au sacrifice). Tout ceci aboutit à une approche narrative, véritable mise en intrigue mettant en forme intelligible la matière historique. Roman, donc, mais roman « national », car son seul objet était en réalité le personnage France, doté d'une unité ontologique, par-delà les siècles.

Face à ce roman national, décrié pour des raisons tant épistémologiques (téléologie, cadre étroit...) que politiques (exaltation du nationalisme, manque d'esprit critique...), les programmes d'histoire-géographie ont été repensés sur des bases différentes. Les finalités sont désormais présentées comme fondamentalement intellectuelles : il s'agit avant tout de stimuler l'esprit critique, d'ouvrir l'intelligence du devenir historique de façon axiologiquement neutre, au-delà des déterminismes identitaires et nationaux. L'histoire s'ouvre ainsi, avec un décalage de quelques décennies par rapport à la recherche, à d'autres domaines que le politique, et à d'autres espaces que le national. La géographie suit une évolution semblable, se « libérant » du « carcan » vidalien pour élargir le champ de ses objets (géographie économique, culturelle, sociale, urbaine...). L'histoire-géographie devient par conséquent le vecteur d'une émancipation à finalité intellectuelle, qui suppose qu'elle se défasse de toute forme de narration, de récit édifiant ou de subjectivité.

En un mot, elle devient plus conforme aux visées scientifiques, considérant – ce qui est pour le moins discutable – que l'enseignement relève des mêmes finalités que celles de la recherche. Notons que le retour de la notion de récit dans les programmes de collège de 2007 ne signifie pas un retour du roman national : on habille de ce terme la simple capacité à « raconter » un événement, ni plus ni moins.

Derrière la déconstruction du « roman national », l'émergence d'un « roman mondial » appuyé sur une géographie hors-sol

Prise au pied de la lettre, une histoire-géographie ainsi conçue nous paraîtrait déjà aberrante en elle-même. Eriger son passé ou son espace de vie en pur objet d'étude implique une rupture avec ceux-ci – on ne dissèque qu'un cadavre – ainsi qu'une certaine naïveté positiviste, qui supposerait que l'histoire et la géographie seraient compréhensibles en soi par un observateur extérieur et neutre, quand l'histoire-géographie, est au contraire une matière vivante, chargée d'affects, de mythes nourrissant un perpétuel va-et-vient entre l'observateur et l'objet observé, l'un et l'autre ne cessant de se coproduire mutuellement. On peut en outre s'interroger sur une société qui n'aurait rien à transmettre qu'une pure connaissance appuyée sur une pure rationalité déconnectée et désincarnée.

Mais là n'est pas le problème. Il nous semble au contraire que les prétentions de cette approche relèvent d'une forme de pharisaïsme – ou tout du moins, d'inconséquence. Derrière le roman dit national n'apparaît pas une histoire froide, objective, rationnelle et émancipatrice, mais au contraire un nouveau « roman », mondial celui-là, caractérisé par des fondements et des finalités très différentes, mais par le recours à des mécanismes très similaires. A un niveau élémentaire, ce basculement est facilement observable dans les deux disciplines.

L'Histoire est manifestement une Histoire du Monde, érigé en échelle intelligible du devenir historique. On pourra citer en exemple l'introduction au collège de chapitres consacrés aux « mondes lointains » (Chine des Han, Inde des Gupta, royaumes subsahariens médiévaux) – ce qui n'est pas forcément un problème en soi – mais aussi, plus généralement, l'architecture globale des programmes, au collège comme au lycée. Quand la France est étudiée, c'est toujours dans la mesure où histoires globale et nationale interagissent, ce qui suggère l'idée que la seconde ne serait qu'une variation locale donc peu signifiante à partir d'un thème commun englobant, qui serait le seul réellement pertinent, au caractère explicatif voire paradigmatique. Ainsi, la focale globale prédomine, y compris au sein des chapitres consacrés à l'histoire de France. Avec cette focale disparaissent le particulier, l'aberrant, l'irréductible et la complexité, soit tout ce qui fait l'intérêt de l'histoire, discipline pragmatique, empirique qui ne laisse pas le réel se faire enfermer dans des abstractions à visée universelle.

Ce « roman mondial » se lit également à travers le recours à des procédés facilement identifiables et largement inspirés de son prédécesseur, le roman national de la III^e République. Comme ce dernier, le roman mondial actuellement à l'œuvre dans l'éducation nationale fonctionne comme un réseau de mythes fondateurs, d'acteurs et de lieux de mémoire qui lui permettent de s'incarner, et de s'ancrer affectivement – bien loin des prétentions rationalistes et déconstructivistes pourtant affichées. Il serait fastidieux d'énumérer tous les éléments de cette mythologie mondialiste ; aussi nous contenterons-nous d'en évoquer les motifs les plus récurrents : délégitimation du fait national par sa réduction téléologique à la guerre et la mise en exergue

culpabilisation de l'Occident par une présentation hémiplegique du fait colonial et la sanctification des leaders anticolonialistes à l'orientation internationaliste (ou présentée comme telle ; par exemple, Gandhi, dont l'aspect antimoderne et fortement identitaire est passé sous silence) ; présentation simpliste et moralisatrice de l'apartheid (il faudra suivre, dans les prochains programmes, l'émergence de Mandela comme icône majeure du mondialisme) etc.

L'émergence du roman mondial se lit aussi sur un plan épistémologique à travers une vision de l'Histoire fortement téléologique et évolutionniste. L'histoire de l'humanité est présentée comme le triomphe d'une modernité que l'on peut résumer par le couple individualisation – rationalisation, et qui se concrétise par l'extension universelle des Droits de l'Homme. Le programme d'histoire de seconde est à cet égard édifiant : chaque chapitre est censé montrer ce qui a rendu possible le triomphe du Monde moderne – l'Antiquité est ainsi réduite à la question de la citoyenneté, le Moyen Âge à l'émergence de cités-Etats marchandes cosmopolites, et les Temps modernes surdéterminés par la découverte du Nouveau Monde et la naissance d'une première mondialisation. La Révolution et sa diffusion arrivent ensuite tout naturellement au terme d'un processus linéaire. Quant aux forces contraires ou irréductibles à la modernisation, elles se trouvent réduites à une pure négativité stérile qui justifie a posteriori leur défaite politique (Église, royalistes...).

Enfin, si la géographie ne relève pas à proprement parler du « roman mondial », elle en constitue un soubassement fondamental, dans la mesure où elle légitime la vision d'un espace globalisé, où les flux déterminent les territoires – quand ceux-ci ne sont pas franchement niés – et dans lesquels les seules identités admises sont des identités « rhizomes » individualisées, mouvantes et où la multi-appartenance est la règle. Le programme de géographie de 4^e, entièrement dédié à la mondialisation, est particulièrement évocateur : il n'y a d'espace légitime qu'en situation d'interface, et les frontières ne sont évoquées que pour les flux qu'elles génèrent ou entravent.

Enjeux et finalités du « roman mondial » : la fabrique d'un citoyen global

Le constat étant établi – les sceptiques peuvent consulter les programmes pour de plus amples investigations – il reste à s'interroger sur les enjeux soulevés par l'écriture d'un roman mondial au sein de l'enseignement de l'histoire-géographie en France. Il est assez aisé de lier cette question au contexte de globalisation néolibérale, qui s'appuie sur une volonté de rendre obsolète le cadre national ; cela nous renvoie bien à une tradition ancienne d'instrumentalisation de l'histoire-géographie que les autorités éducatives actuelles prétendent pourtant rejeter. Présenter le processus comme inéluctable revient à le légitimer en le naturalisant : toute critique devient automatiquement réactionnaire, s'opposant au sens de l'Histoire, jamais formulé explicitement mais toujours présent dans nos programmes. Ainsi, si le « roman mondial » est un mythe, c'est un mythe avant tout démobilitateur et tout en négativité, tandis que le roman national se caractérisait par sa positivité (forger une nation, lui donner une substance, la mobiliser, la moraliser). Il n'est pas inintéressant de noter que ses moments fondateurs et ses lieux de mémoire se caractérisent justement par leur caractère répulsif et honteux : esclavage, colonisation, Shoah...



Pont de Saint-Nazaire

Section de Loire-Atlantique (44)

La section Loire-Atlantique (44) du Collectif Racine, officiellement lancée le 13 juin dernier, s'est réunie pour la deuxième fois, ce samedi 26 juillet à Nantes.

La réunion était présidée par Géraldine Rose et se tenait en présence d'Alain Avello, secrétaire général du mouvement.

Les membres présents, malgré la période de vacances scolaires, ont une nouvelle fois manifesté leur enthousiasme (décuplé par l'enregistrement de nouvelles adhésions) et leur dévotion partagée

à la cause de l'Ecole de la République.

Les thématiques de réflexion envisagées lors de la précédente réunion du 26 juin ont été précisées.

Certains des travaux menés par la section seront exposés à l'occasion d'une réunion publique, précédée d'une conférence de presse, qui se tiendra le deuxième ou troisième mercredi d'octobre (la date restant à préciser), à Saint-Nazaire.

Il importe en effet qu'une large publicité soit conférée aux travaux et réflexions du Collectif Racine, tant l'Ecole est l'affaire de tous !

Cette réunion publique précédée d'une conférence de presse sera donc ouverte aux enseignants comme aux parents d'élèves et, de façon plus générale, à tout citoyen désireux de prendre connaissance des analyses et des travaux du Collectif Racine, et des propositions qu'il formule en vue du redressement de notre système d'enseignement et d'éducation.

Il a été décidé d'aborder, au cours de cette réunion, les thématiques suivantes :

Le Lycée Expérimental de Saint Nazaire. Il paraît difficile, à l'occasion d'une réunion se tenant à Saint Nazaire, d'éluider le cas que constitue cet établissement. Nous souhaitons affirmer que nous avons en l'espèce affaire à l'exact contre-modèle de l'Ecole telle que nous la voulons !

La mise en place des **nouveaux rythmes scolaires à la rentrée 2014**. Aujourd'hui, il n'y a quasiment aucune information sur l'organisation à venir pour nos enfants. Que ce soit sur les contenus des Temps Péri Éducatifs ou sur les personnes qui vont les encadrer, nous ne savons rien... Pourquoi ? Cette mesure aura-t-elle un effet bénéfique sur l'apprentissage pour nos enfants ou l'école est-elle en train de se transformer en un lieu pour pratiquer des activités extra scolaires non choisies par les parents ? Nous tenterons de répondre à ces questions.

Les ABCD de l'égalité « Il n'est pas proposé de renoncer au projet, il s'agit même de l'amplifier », conclut le rapport de l'inspection générale de l'éducation sur les ABCD de l'égalité. M. Hamon nous a promis une « mallette pédagogique ». Qu'en est-il ? Quels contenus ? Quelles conséquences pour les élèves ?

La suppression des notes Un projet important du gouvernement, alors que 80% des Français sont contre. Les notes sont-elles réellement responsables de l'échec scolaire français ? Nos enfants seront-ils plus heureux sans notes ? Dans d'autres pays, l'expérience a déjà été tentée, qu'en est-il de leur bilan ?

La section Loire-Atlantique du Collectif Racine prévoit de se réunir à nouveau le **samedi 30 août à 14h** et le **samedi 27 septembre à 14h**, pour faire le bilan de l'avancée de ses travaux sur l'ensemble de ces thématiques.

Section de Paris (75)



La section parisienne du Collectif Racine, dont le lancement officiel a eu lieu le 20 juin dernier, tiendra sa première réunion le vendredi 19 septembre. Elle sera

présidée par Monsieur Alain Dubreuil, son secrétaire départemental, et privilégiera la mise en place d'un groupe de travail sur la question essentielle de la formation continue.

Section du Var (83)



La section varoise du Collectif Racine, dont le lancement officiel a eu lieu le 28 avril dernier, se réunira

prochainement. Elle se montre pour l'heure, dans un partenariat avec la municipalité de Fréjus, particulièrement attentive à l'application de la réforme des rythmes scolaires.



Association regroupant des enseignants du primaire, du secondaire ou du supérieur, de l'enseignement général et technologique comme professionnel, du public aussi bien que du privé, le Collectif Racine s'engage, dans le cadre du Rassemblement Bleu Marine, pour le redressement de l'Ecole de la République.



Nous contacter

78, rue des Suisses 92000 Nanterre
Courriel : presse@collectifracine.fr

BULLETIN D'ADHESION



Collectif Racine
Les enseignants patriotes

Coupon à retourner à :

Collectif Racine
78 Rue des Suisses
92000 NANTERRE

secretariat@collectifracine.fr

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TEL. _____ PORTABLE _____

MAIL _____ DATE DE NAISSANCE ___/___/___

> JE SUIS ENSEIGNANT

MATIERE(S) ENSEIGNE(E)S _____ DE NIVEAU(X) _____

TYPE D'ETABLISSEMENT _____

> AUTRE (PRECISER) _____

Adhésion Simple : 25 €

Je suis adhérent à jour de cotisation du FN, du SIEL, du PEC et/ou du RBM : 20 €

Je souhaite faire un don de (montant libre) : _____ €

Chèque à l'ordre de " Collectif Racine "

Signature : _____